

SERVICE MINIMUM DANS LES TRANSPORTS : UNE VIEILLE LUNE IDEOLOGIQUE DE LA DROITE FRANCAISE.

Comme Jacques Chirac en 1995 et 2002, Nicolas Sarkozy a été élu en promettant la mise en place d'un service minimum dans les transports, l'éducation... En bref dans tous les secteurs ou les usagers peuvent être gênés par une grève. Le bon sens populaire voudrait qu'il suffise de "décréter" le service minimum pour que toutes les écoles soit ouvertes et que le métro fonctionne. La réalité est plus complexe.

Sauf à interdire le droit de grève à toutes ces professions, ce qui ferait le bonheur du patronat qui pourrait immédiatement demander la même chose pour les salariés du privé, ce "service minimum" n'existe pas. Un seul exemple dans le secteur des transports : pour faire tourner le métro 3 heures le matin et le soir comme le promettait le candidat Sarkozy il faut le même effectif présent que pour le faire tourner toute la journée (de 5h du matin à 0h). Il s'agit donc bien de démagogie.

En outre si un service "a minima" était assuré, c'est la sécurité physique des usagers qui serait en jeu. Qui n'a pas vu un jour de grève quand la direction d'une entreprise de transports décide à tout prix de faire rouler quelques bus et métros les risques fous que prennent certains pour monter dans le train ou dans le bus ! Vouloir faire tourner à tout prix toutes les lignes peut donc conduire à des accidents dramatiques.

Mais l'objectif du gouvernement Fillon et du Président Sarkozy n'est peut-être pas d'aider les salariés coincés par une grève de transports à aller travailler ! Il s'agit peut-être tout simplement de commencer à grignoter ce droit constitutionnel, le droit de grève qui permet aux salariés, en dernier recours dans une négociation, d'arrêter le travail (et avec lui toute rémunération). L'un des objectifs affichés étant de s'attaquer de nouveaux aux retraites du public comme du privé on trouve peut-être ici la raison de l'empressement de l'Etat-UMP à légiférer sur le service minimum.

Ils pourraient ainsi rêver qu'à l'inverse de 1995 les salariés des transports ne puissent plus se mobiliser efficacement pour freiner les projets du gouvernement. On verra bien à l'automne...